



ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE

Direction de la Médiation et du Développement des Publics (DMDP)

75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**REALISATION DE PRESTATIONS DE GUIDES CONFERENCIERS POUR DES VISITES A DESTINATION DES
PUBLICS TOURISTIQUES INDIVIDUELS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP

N°2025-150M





Procédure adaptée de services spécifiques et sociaux en application des articles L2123-1-2° et R2123-1-3°
du Code de la commande publique (ci-après « CCPub »).

Table des matières

Article 1 : Définitions	3
Article 2 : OBJET DU MARCHE ET DECOUPAGE EN LOTS.....	4
Article 3 : STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
3.1. Décomposition de la prestation.....	5
3.2. Nature de la prestation.....	5
3.3. Forme du contrat.....	5
3.4. Variantes et options.....	5
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU PRESENT MARCHE.....	5
4.1. Pièces du marché.....	5
4.2. Dispositions générales.....	6
4.3. Evolutions des normes et des règlements	6
4.4. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances.....	6
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE.....	6
5.1 Durée globale du contrat.....	7
5.2. Délais d'exécution	7
5.3. Forme des notifications et informations :	7
5.4. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	7
5.5. Modification du contrat.....	8
ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
6.1. Lieu d'exécution	8
6.2. Intervenants.....	8
6.3. Conséquence de la participation de l'exécution d'un service public	11
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
7.1. Phase de préparation préalable au démarrage des prestations.....	12
7.2. Sessions d'information et de sensibilisation.....	13
7.3. Transmission de la programmation par l'EPML au titulaire.....	13
7.4. Réunions de suivi des prestations.....	14
7.5. – Obligation de tenir et de communiquer des états de prestations réalisées.....	14
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
8.1. Obligation de confidentialité.....	14
8.2. Protection des données à caractère personnel.....	15
8.3. Droit individuel à l'image.....	15
8.4. Actions de communication	15
8.5. Assurances	17
8.6. Devoir d'information et de conseil.....	18
8.7. Mesures particulières de communication	18

8.8. Garantie de maintien des compétences.....	18
8.9. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	19
8.10. Réparation des dommages.....	19
8.11. Sous-traitance.....	20
8.12. Responsabilité sociétale des organisations	20
8.13. Prescription en matière d'hygiène et de sécurité.....	21
8.14. Diversité – Egalité dans les marchés publics.....	21
ARTICLE 10 : PRIX DU MARCHE.....	22
10.1. Forme des prix.....	22
10.2. Contenu des prix	22
10.3. Variation des prix.....	22
10.4. Prix nouveaux	24
10.5. Clause de réexamen	24
10.6. Prestations similaires	25
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PAIEMENT	25
11.1. Modalités de règlement	25
11.2. TVA	26
11.3. Répartition des paiements.....	26
11.4. Modalités de transmission des documents relatifs au paiement	26
11.5. Délais de paiement – Intérêts moratoires.....	27
11.6. Paiement des sous-traitants et co-traitants.....	27
11.7. Retenue de garantie.....	28
11.8. Avance.....	28
ARTICLE 12 : PENALITES.....	28
12.1. Non-respect des principes de la République par le Titulaire en charge de l'exécution du service public.....	29
12.2. Lutte contre le travail dissimulé.....	29
Article 13 : RECEPTION ET VERIFICATION.....	30
13.1. Contrôle qualité.....	30
13.2. Procédures d'autocontrôle	30
13.3. Vérification des prestations.....	31
ARTICLE 14 : FIN DU CONTRAT	31
ARTICLE 15 : DIFFERENDS ET LITIGES.....	31
ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	32

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

 Contrat	<p>Le contrat est un marché passé en procédure adaptée ouverte de services sociaux et autres services spécifiques (R2131-14 à R2131-9 du Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations Intellectuelles du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.</p> <p>https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613</p>
 Acheteur	<p>L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté. Il est communément nommé dans ce document par Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML), Etablissement Public du Musée du Louvre – Direction de la Médiation et du Développement des Publics (EPML-DMDP), Musée du Louvre, ou représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).</p>
 Titulaire	<p>Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p>
 Prestation	<p>La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.</p>

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE ET DECOUPAGE EN LOTS

Le présent marché a pour objet la réalisation de visites à destination des publics individuels touristiques organisées sur site par le musée du Louvre, sous sa marque, correspondant pleinement et uniquement au programme défini par lui.

Le titulaire doit être en capacité de proposer des conférenciers, diplômés en histoire de l'art et titulaires de la carte professionnelle de guide conférencier (conformément à l'article L.221-1 du Code du tourisme), pour présenter l'histoire du palais, du musée et de ses principaux chefs-d'œuvre couvrant l'ensemble des 9 départements, ainsi que le jardin des Tuileries, et le musée Eugène Delacroix.

Le titulaire devra également être en capacité de proposer des langues étrangères européennes et extra-européennes.

La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 3 : STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1. Décomposition de la prestation

Conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique, le marché n'est pas décomposé en lots car les prestations objet du marché forment un ensemble homogène.

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R.2113-4 du Code de la commande publique.

3.2. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **Services sociaux et spécifiques**.

Code CPV : 92521000- Services de musées

3.3. Forme du contrat

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum conformément aux articles R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

Montant minimum sur 24 mois	SANS
Montant maximum sur 24 mois	1 400 000€ HT
Montant minimum sur 48 mois	SANS
Montant maximum sur 48 mois	2 800 000€ HT

3.4. Variantes et options

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

Les variantes à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU PRESENT MARCHE

4.1. Pièces du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes telles que suit :
 - ✓ Annexe 1 : le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 – Agenda de la programmation trimestrielle
 - Annexe 2 - Règlement de visite du Louvre

- (*) Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur au jour de la remise des offres (CCGA/PI)
- (*) L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les bons de commande établis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur
- Le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques
- L'offre technique du Titulaire

(*) Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Cette liste n'est pas exhaustive.

4.2. Dispositions générales

Toute information contraire aux pièces particulières et générales citées qui seraient contenues dans les clauses générales de ventes est réputée nulle et non avenue.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence, la signature de l'acte d'engagement du présent marché entraîne leur acceptation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

4.3. Evolutions des normes et des règlements

Le Titulaire doit se tenir à jour de l'évolution des normes et règlements.

Le Titulaire doit informer l'EPML-DMDP par écrit de toute modification des normes et règlements qui pourraient avoir une incidence sur l'exécution du marché et de ses prestations dans le mois qui suit leur publication.

4.4. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances

Le marché public peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Sur demande expresse du Titulaire, conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/PI, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Le nom et les coordonnées de la personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R.2191-60 du Code de la commande publique figurent à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

5.1 Durée globale du contrat

Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

La durée de validité du marché au sens de l'article R.2162-5 du code de la commande publique ne commence à courir qu'à compter du début d'exécution des prestations pour une durée ferme de vingt-quatre mois.

Le marché est ensuite reconductible une fois par décision tacite du représentant du pouvoir adjudicateur par période de 24 mois sans que sa durée totale n'excède 48 (quarante-huit) mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, la décision est notifiée au titulaire au moins trois (3) mois avant la date anniversaire de la notification du marché. La décision de non-reconduction n'a pas à être motivée.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours, quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction.

La notification du marché interviendra avant la date de début de validité du marché de manière à préparer le déploiement du marché. Entre la notification du marché et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire procède à la mise en place des prestations pendant 1 mois.

La durée de validité du marché démarre à compter de la réception par le Titulaire de l'ordre de service lui indiquant le démarrage des prestations.

5.2. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations unitaires est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai d'exécution des prestations à bons de commande démarre à compter de la date de notification du bon de commande, ou de la date indiquée sur le bon de commande, et se termine à la fin de la période contractuelle, ou à la date indiquée sur le bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

5.3. Forme des notifications et informations :

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

5.4. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Commentaire :

Le fuseau horaire utilisé est celui de la livraison ou de l'exécution du service. Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

5.5. Modification du contrat

Il est prévu que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-4 du Code de la commande publique.

Le contrat peut être modifié après transmission des justificatifs par le Titulaire et sans qu'il soit nécessaire de l'acter par avenant dans les cas suivants :

- Changement de dénomination sociale de l'entreprise, changement d'adresse et de coordonnées et/ou de RIB de l'entreprise
- Disparition d'indices avec ou sans indice de substitution. Un nouvel indice sera proposé au Titulaire qui devra le valider par écrit.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Lieu d'exécution

Les spécificités des lieux et les contraintes du site sont décrites à l'article 8.1 du CCTP.

Le Titulaire est réputé avoir :

- pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des prestations, ainsi que du lieu d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des prestations ;
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;

La responsabilité du Titulaire vis à vis de l'EPML reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

L'ensemble des espaces décrits au CCTP peuvent faire l'objet de dérogations quant à leurs horaires de fonctionnement dès lors que s'y tiennent des événements temporaires. De même, l'EPML se réserve le droit de modifier les horaires susvisés et/ou de limiter l'accès à ces espaces. Ils peuvent ainsi être fermés, totalement ou partiellement, à tout moment, notamment pour des raisons de sécurité, d'ordre public ou d'intérêt général.

6.2. Intervenants

6.2.1. Représentants de l'EPML

Les prestations, objet des présents marchés, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre », « l'Etablissement Public du Musée du Louvre », « l'administration », « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur »).

La personne responsable du suivi du marché et du contrôle de la bonne exécution des prestations est la Direction de la Médiation et du Développement des publics. Les coordonnées desdits interlocuteurs seront communiquées au Titulaire à la notification du marché.

La correspondance relative à l'exécution des présents marchés doit être transmise à l'adresse suivante :

Musée du Louvre
DMDP – Direction de la Médiation et du Développement des Publics
75058 PARIS cedex 01

A la notification du marché, est transmise au Titulaire la liste de ses interlocuteurs mentionnant noms, fonctions, numéro de téléphone et de télécopie et adresse mail.

Si en cours d'exécution du marché, la présente liste venait à être modifiée, le pouvoir adjudicateur en avertit immédiatement le Titulaire et communique par ordre de service dans un délai de quinze (15) jours la liste mise à jour.

Par ailleurs, Le musée du Louvre s'engage à :

- fournir au titulaire tous les éléments en sa possession nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution du marché ;
- faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire peut avoir besoin ;
- assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

6.2.2. Représentants du Titulaire

Les prestations sont réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées, etc.) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise attributaire », « l'attributaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire.

a) Interlocuteur unique

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/PI, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du marché.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci.

b) Intervenants

L'équipe du titulaire, affectée à la réalisation des prestations est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations telles que définies dans le présent marché (notamment à l'article 11 du CCTP). Aussi, le titulaire met en place, pendant toute la durée du marché, des guides conférenciers dont les profils respectent ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à l'exécution du marché figurant dans l'offre technique.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/PI, si en cours d'exécution du présent marché, le titulaire est amené à modifier la composition de l'équipe, celui-ci se doit :

- d'en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur ;
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ;

- lui communiquer dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de l'envoi de l'avis d'information fait au représentant du pouvoir adjudicateur, la nouvelle composition de l'équipe.

Le musée du Louvre se réserve le droit de demander un entretien avec le(s) guides conférencier(s) proposé(s) et/ou la mise en place d'un test d'habilitation. Le titulaire devra faciliter celui-ci en l'organisant ou en transmettant les coordonnées du guide-conférencier aux responsables du musée. La teneur du test d'habilitation sera précisée en amont de l'entretien.

Le titulaire ne procédera à l'affectation du guide-conférencier qu'après avoir reçu l'accord par courriel du musée du Louvre.

Au vu des éléments fournis, le Musée du Louvre se réserve le droit de refuser un guide-conférencier.

En cas de refus d'un guide-conférencier par le Musée du Louvre le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour proposer un autre intervenant.

A tout moment, et notamment dans le cas où le Musée du Louvre estimerait qu'un guide-conférencier n'atteint pas le niveau de qualité de prestation attendue, le Musée du Louvre se réserve la possibilité de demander au titulaire le retrait de ce guide-conférencier, de manière temporaire ou définitive, pour tout ou partie des interventions programmées.

En outre, en cas de remplacement du ou des guides conférenciers(s) chargé(s) des prestations, le titulaire doit:

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- de procéder à son remplacement par une personne de compétence et de qualification au moins équivalentes. Il communiquera au pouvoir adjudicateur, dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'envoi de l'avis d'information mentionné ci-dessus, le nom, les titres et qualifications du remplaçant.
- Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception des informations concernant ledit remplaçant. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire devra alors proposer un nouveau guide-conférencier dans les conditions énoncées ci-dessus.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. En cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les interlocuteurs à tout moment. En effet, l'EPML se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le titulaire devra alors proposer un nouveau guide conférencier dans les conditions énoncées ci-dessus. Le remplacement d'un guide-conférencier ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions de l'article 14 du présent CCAP, à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel intervenant dans les délais impartis.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

c) Tenue et comportement du personnel

Badge et tenue

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du musée du Louvre, en appliquant notamment les consignes décrites précisément au CCTP et notamment en son article 13.

Le musée du Louvre se réserve le droit de concevoir, réaliser et mettre à disposition du titulaire tout type de système pour permettre au public d'identifier les guides conférenciers en salle (badge, vêtement distinctif, autre). Le port de ce signe distinctif est obligatoire.

Dans le cadre des activités *in situ*, le port du badge nominatif est obligatoire. Celui-ci est remis au titulaire par l'EMPL-DMDP. Le badge doit être porté uniquement pour les activités sollicitées par le musée du Louvre.

L'absence de port du badge entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 12 du CCAP.

Comportement du personnel

Les règles suivantes doivent également être respectées :

- Interdiction de fumer ou vapoter sur les postes de travail et dans les espaces intérieurs.
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées ou des substances illicites dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

d) Contrôle des entrées

Pendant son passage dans les locaux de l'EPML, le Titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par celui-ci y compris l'intégralité des dispositions de son règlement intérieur.

6.3. Conséquence de la participation de l'exécution d'un service public

Le titulaire du contrat est en charge de l'exécution d'un service public. Il s'engage, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, à respecter les principes d'égalité, de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations.

Ces contrats sont communiqués par le titulaire à l'acheteur lors des demandes d'acceptation d'un sous-traitant ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

L'acheteur informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

L'acheteur est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier ou qu'il entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat.

Ce suivi est présenté lors des réunions de suivi organisées entre l'acheteur et le titulaire, dont la périodicité est définie au CCTP et prend notamment la forme :

- de comptes rendus du titulaire suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité ;
- de rapports établis par le titulaire et transmis à l'acheteur (avec notamment les indicateurs permettant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.) ;
- d'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce à l'issue d'une procédure contradictoire les pénalités définies à l'article 12 du présent CCAP.

En cas de manquements répétés ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'acheteur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 14 du présent CCAP.

La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG/PI.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Phase de préparation préalable au démarrage des prestations

Dès notification du marché, le titulaire prend contact avec l'EPML-DMDP afin de planifier toutes les modalités de mise en place des prestations et de remettre conformément aux dispositions du CCTP et du présent CCAP tous les justificatifs nécessaires au démarrage des prestations.

Dans les cinq jours suivant la notification du marché, une réunion de lancement est programmée. L'ordre du jour sera envoyé au Titulaire du marché avant la tenue de cette réunion.

La phase de préparation préalable au démarrage des prestations portera notamment sur :

- Présentation des attendus des activités par le Musée du Louvre
- Présentation de l'équipe envisagée par le Titulaire
- Transmission des plannings des sessions d'informations-sensibilisations envisagées par le Musée du Louvre
- Transmission des trames d'activités préexistantes par l'EPML-DMDP
- Information sur le tutorat mis en place par le Titulaire
- Formation du personnel du Titulaire par ses soins
- Constitution et recrutement de l'équipe d'intervenants du Titulaire
- Présentation par l'EPML-DMDP du matériel mis à disposition

Cette liste n'est pas exhaustive.

Durant cette phase, des réunions se tiendront régulièrement lors de la phase de préparation du marché.

L'EPML-DMDP met en place une journée ou demi-journée d'accueil permettant une information initiale des guides conférenciers.

7.2. Sessions d'information et de sensibilisation

Pendant toute la durée d'exécution du marché, pour chaque nouvelle activité, est mise en place une présentation des attendus et des contenus. D'autre part, le titulaire peut être amené à participer à :

- Des sessions de sensibilisation en lien avec la nature des publics accueillis
- Des présentations d'expositions en fonction de l'actualité du musée
- Des sessions de transmission d'éléments de langage aux questions sensibles du musée : origines des collections, place de la femme, fait religieux, nudité...
- Des sessions d'information au règlement intérieur du musée
- Des sessions de formation aux procédures de sécurité du musée

Le titulaire met également en place un principe de tutorat au moment de l'intégration de nouveaux médiateurs.

Au titre du présent marché, le titulaire s'engage à ce que le référent unique soit présent à ces sessions d'information.

L'ensemble des sessions d'informations et de formation proposées par le musée du Louvre font l'objet d'une feuille d'émargement signée par chacun des médiateurs participants.

L'ensemble des sessions d'informations et de formation y compris celles dites « sécuritaires » (information aux consignes d'évacuation dans le musée) sont comprises dans les prix des prestations définis au B.P.U par le titulaire.

Le calendrier de ces sessions d'information sera transmis par le musée du Louvre au titulaire.

7.3. Transmission de la programmation par l'EPML au titulaire

L'EPLM envoie au titulaire par tout moyen un document regroupant l'expression des besoins de visites à réaliser trimestriellement.

Ce document comprend le détail des différentes visites programmées ainsi que leur récurrence sur la période concernée et le planning des visites heure par heure pour l'ensemble des jours de la période concernée. Les dates précises d'envoi par période sont décrites dans le CCTP de ce dossier de consultation en son point 6.4

Ce document ne peut être ni modifié ni refusé par le titulaire. Seul l'EPML peut apporter des modifications en cas de survenance d'aléas qui ne pouvaient être anticipés au moment de sa rédaction. La confirmation de la réception du document par le titulaire vaut acceptation.

7.4. Réunions de suivi des prestations

Conformément à l'article 12.1 du CCTP, le Titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par le Musée du Louvre dès lors que des questions le concernant y seront abordées. Les réunions de travail seront *a minima* trimestrielles. Cependant, le titulaire doit être tenu d'assister à toutes les réunions auxquelles il aura été convoqué par l'EPML.

En sus, chaque année, l'EPML-DMDP organise une réunion commune d'évaluation de la prestation telle que décrite à l'article 16 du CCTP. Cette réunion sera également l'occasion pour le Titulaire d'actualiser le questionnaire sur l'égalité et la diversité professionnelle.

Par ailleurs, à l'occasion de cette réunion, des engagements pourront être pris dans le cadre d'un plan de progrès tel que décrit à l'article 13.3.1 du présent CCAP.

L'EPML met à la disposition du titulaire pour les visites in situ sous la responsabilité de son encadrement notamment :

- Une salle de travail et de repos non exclusive, partagée avec d'autres intervenants ou agents du musée, équipée notamment de moyens de reprographie et de moyens informatiques permettant un accès à Internet, leur permettant de préparer leurs activités et le cas échéant, de se reposer entre chaque activité ;
- Des vestiaires-casiers afin d'y ranger leurs effets personnels ;
- L'accès à des toilettes ;

Cette liste est non exhaustive.

Les intervenants de l'entreprise titulaire pourront avoir accès, à la demande de cette dernière, au restaurant du personnel en contrepartie du paiement des frais d'admission et la signature d'une convention tripartite entre le titulaire, l'EPML et le titulaire de la prestation de restauration.

7.5. – Obligation de tenir et de communiquer des états de prestations réalisées

Le titulaire est tenu de constituer, de tenir à jour et de communiquer au plus tard à la fin de chaque mois, au musée du Louvre des états recensant le détail de toutes les prestations effectivement réalisées dans le cadre du présent marché, et notamment un état des visites et activités effectivement réalisées.

Ces états mentionneront au moins les éléments suivants : la date de commande de la visite, sa date de réalisation, et le nom du guide-conférencier l'ayant réalisée.

La non communication des états de prestations réalisées imputable au titulaire entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 12 du présent CCAP.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligation de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/PI sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le Titulaire et le personnel affecté sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui concerne les renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'EPML communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information ni document qui résulterait de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le Titulaire doit sans délai avertir l'EPML de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres du personnel.

La responsabilité du Titulaire peut être recherchée en cas de manquement à cette obligation, et notamment en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, le RPA peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

8.2. Protection des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaire. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du contrat.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris. Tout changement sera indiqué au Titulaire.

8.3. Droit individuel à l'image

Le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants et/ou tout mandataire de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent Accord-cadre dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et, plus généralement, pour les besoins de la communication sur l'Etablissement. A chaque fois que cette possibilité se présentera le Titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse desdits préposés, sous-traitants et/ou mandataires d'être photographiés ou filmés à cet effet.

8.4. Actions de communication

8.4.1 Photographies et prises de vues du personnel du titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de maintenance et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la

réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Le titulaire s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent marché dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et, plus généralement, pour les besoins de la communication sur l'Etablissement. A chaque fois que cette possibilité se présentera, le titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse desdits préposés, sous-traitants d'être photographiés ou filmés à cet effet.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. Mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. Exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. Communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. Le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. Insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. Insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques;
- g. Projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. Exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. Merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

8.4.2 Prises de vue ou tournages sur le chantier par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression - par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

8.5. Assurances

Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance propre à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du présent marché, auprès d'une compagnie notoirement solvable.

La police d'assurance doit couvrir :

- ✓ Le recours de tiers contre l'EPML ;
- ✓ Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard de tiers, de l'EPML et de tout organisme auprès duquel le Titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Conformément à l'article 9 du CCAG/PI, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, le Titulaire devra fournir à l'EPML les attestations précisant :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- les conditions de garanties ;
- les montants des garanties ;
- la date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- le numéro des polices.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

8.6. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si nécessaire, il sera procédé aux modifications ci-dessus sans qu'il soit besoin de recourir à un avenant.

8.7. Mesures particulières de communication

Les conditions dans lesquelles le Titulaire peut organiser des actions de communication sur son travail au Louvre sont les suivantes :

- aucune visite individuelle ou collective à l'attention de journalistes que le musée soit ouvert ou fermé, dans les salles du musée ou dans les espaces fermés au public, sur des chantiers, des locaux ou installations sur lesquels le titulaire a travaillé ne peut être organisée sans l'accord préalable et sans la participation de l'EPML. Les tournages TV ou vidéo ainsi que les prises de vues photo sont soumis aux mêmes dispositions ;
- l'EPML doit être saisi par écrit de tout souhait d'action de communication (tous types d'action de promotion auprès d'interlocuteurs divers : clients, communication interne, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou de télévisions, publicité spécialisée ou grand public, etc.) quatre (4) semaines au moins avant son organisation ;
- l'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée, pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer ;

Tous les documents écrits de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse, etc.) et de presse concernant le service ou les équipements fournis à l'EPML doivent être relus et avalisés, avant impression, par l'EPML qui doit être saisi au moins deux (2) semaines avant le BAT du document, pour qu'il ait le temps de faire part des modifications éventuellement souhaitées.

8.8. Garantie de maintien des compétences

Le Titulaire s'engage à ce que le personnel affecté ou ses sous-traitants autorisés chargés d'assurer les prestations dispose d'un niveau de formation ou de qualification approprié, tel que défini au présent marché.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire doit notamment :

- Constituer des équipes de personnels compétents, formés en conformité avec les besoins et le périmètre métier de l'EPML
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité et de leur composition

- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge

8.9. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

8.10. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire et par son sous-traitant du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du présent marché.

Il est responsable de son matériel et de son personnel, qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

En conséquence, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages, dégâts, accidents, incendie ou autres causés de son fait, par négligence, manquements à ses obligations professionnelles ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire est ainsi seul responsable des dommages causés directement à :

- ✓ son personnel ou à des tiers, y compris le personnel de l'EPML,
- ✓ ses biens,
- ✓ aux biens appartenant à l'EPML ou à des tiers,
- ✓ aux biens mis à sa disposition

Le Titulaire demeure seul responsable sans recours possible auprès de la personne publique pour des vols :

- ✓ commis par son personnel ;
- ✓ commis avec la complicité de son personnel.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8.11. Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il a la charge, sans avoir reçu l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

De manière générale, l'ensemble des DC4 est à adresser par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante en 2 exemplaires :

Musée du Louvre
DMDP Service du pilotage administratif
75058 PARIS CEDEX 01

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenue.

8.12. Responsabilité sociétale des organisations

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

8.13. Prescription en matière d'hygiène et de sécurité

Les prestations entrent dans le champ d'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifié par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et de ce fait, les entrepreneurs sont tenus au respect des dispositions y figurant. Pour ce faire, le titulaire doit :

- Participer à l'élaboration d'un plan de prévention avant tout commencement d'interventions sur site afin de définir les modalités de prévention adaptées à son intervention, et prendre connaissance des consignes de sécurité en vigueur sur le site ;
- Transmettre au pouvoir adjudicateur ou à son représentant une note d'information préalable précisant les dates d'intervention, les durées, le nombre de salariés affectés, les noms et qualités des personnes responsables (chefs de site) ;
- Informer ses salariés et ses sous-traitants des dispositions retenues. Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, de conditions de travail et de sécurité.

A ce titre, le titulaire devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des prestations définies dans le présent marché. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

8.14. Diversité – Egalité dans les marchés publics

Le Ministère de la Culture (MC) a obtenu la double labellisation « Diversité » et « Egalité » et souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre (EMPL) s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le Musée du Louvre souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé aux candidats de remplir le questionnaire fourni dans le DCE (annexe 2 du RC)

Les candidats sont invités à remplir ce questionnaire, qui doit être transmis en même temps que l'offre.

Ce questionnaire n'a pas de valeur contraignante et n'est pris en compte ni pour la sélection des candidatures ni pour le jugement des offres. Dans une démarche d'amélioration et de progrès, les titulaires actualisent ce questionnaire, au moment de la réunion annuelle telle que décrite à l'article 1.2 c) du présent CCAP.

ARTICLE 10 : PRIX DU MARCHÉ

10.1. Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaire.

Les prix du marché sont fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et, le cas échéant, par devis en cas d'ajout de prix nouveaux.

10.2. Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG susvisé, les prix sont réputés couvrir ou inclure la totalité des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre. Ils sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations (notamment les frais d'assurances, de déplacements, d'hébergement et, le cas échéant, l'ensemble des sessions d'information et de formation, le matériel de diffusion...). Ils sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais et sujétions afférents à la bonne et complète exécution des prestations telles que définies au CCTP.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations, sans que ces réunions puissent faire l'objet de facturation en sus des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

Le prix est réputé établi sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des contraintes du site. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente au site, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

10.3. Variation des prix

10.3.1. Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (m0).

En complément des dispositions de l'article 10.2.4 du CCAG/PI, la date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est :

- le mois de remise des offres (date limite de remise des offres fixée au règlement de la consultation) ;
- ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation (date limite de remise des offres fixée dans les invitations à négocier).

Dans un premier temps, les prix du marché restent fermes durant toute leur première année d'exécution. C'est à dire, durant les 12 premiers mois qui suivent le mois de début d'exécution des prestations.

Par la suite, ces prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de début d'exécution des prestations du marché (date de l'ordre de service de démarrage des prestations) dite « Mr » par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Par dérogation aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG/PI, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

En cas de prix nouveaux intégrés au le bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

10.3.2. Cadencement

Les prix sont révisables annuellement dans les conditions définies à l'article 10.3.1 du présent CCAP.

En complément de l'article 10.2.2 du CCAG/PI, dans l'hypothèse où une hausse des prix liée à la conjoncture économique (crise sanitaire, hausse des prix exceptionnelle mondiale des matières premières...) serait constatée au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier temporairement le cadencement de la révision des prix.

Le changement de cadencement s'effectuera par le biais d'un avenant à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Le cadencement sera adapté en fonction de l'évolution de l'indice (mensuel, trimestriel ou autre).

10.3.3 Formule de révision des prix

Les prix de base sont révisés en hausse comme en baisse par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o * [0,30 + 0,70 * (I(r)/I(o))]$$

Dans laquelle :

Po	Prix de base HT au mois zéro
Pn	Prix HT révisé
I(o)	Valeur de l'indice I = ICHTrev – indice mensuel du coût du travail, tous salariés, des activités spécialisées, scientifiques et techniques – (base 100 – décembre 2008) Dernière valeur : 126,5 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6687364
I(r)	Valeur de l'indice connue le jour de calcul de la révision

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9.

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service ci-dessous, de la bonne mise en oeuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

Si l'un des index de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul dont il soumet le détail, pour validation, auprès de la Direction concernée à l'adresse suivante :

Musée du Louvre

DMDP / Service du pilotage administratif / 75058 PARIS CEDEX 01

10.4. Prix nouveaux

Au vu de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut commander des prestations pour lesquelles le bordereau des prix unitaires ne prévoit pas de prix et ce, sans que ces prestations puissent remettre en question l'économie du contrat ou avoir d'incidence financière sur le montant de celui-ci et sans qu'il soit nécessaire de modifier les pièces du marché.

Aussi, dans le cadre de prestations de la part à bons de commande, toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché, pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix et qui ne seraient pas identifiées à ce jour, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

Ainsi, le bordereau des prix unitaires pourra être complété à la marge en cours d'exécution par l'ajout de nouvelles références. Celles-ci feront l'objet de prix nouveaux.

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par courriel.

Dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la réception de la demande, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché.

Après accord, le nouveau prix est intégré au BPU, sans donner lieu à la passation d'un avenant. Un additif reprenant les prix nouveaux sera cosigné par le Titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix initiaux du marché.

10.5. Clause de réexamen

10.5.1. En cas de variation du périmètre géographique

En cas d'évolution des conditions d'exploitation du musée (extension ou réduction du périmètre géographique notamment), des modifications du marché pourront être apportées.

Dans le cadre d'une augmentation ou d'une diminution du volume des prestations, il sera procédé à la conclusion d'un avenant, conformément à l'article L.2194-1 1° du Code de la commande publique. Dans ce cas, les quantités seront modifiées sur la base des pièces contractuelles du marché.

10.5.2. En cas de variation des horaires

En cas d'évolution des conditions d'exploitation du musée, des modifications du marché pourront être apportées. Le Titulaire devra prouver par tout moyen l'impact de l'évolution des horaires d'ouverture sur l'exécution de ses prestations.

Dans le cadre d'une augmentation ou d'une diminution du volume des prestations forfaitaires, il sera procédé à la conclusion d'un avenant, conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique. Dans ce cas, les quantités seront modifiées sur la base des pièces contractuelles du marché.

10.5.3. En cas d'ajout d'un plan de progrès

Les parties pourront s'entendre aux fins d'introduction d'un plan de progrès destiné à améliorer les performances de la prestation tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire, en tant qu'expert et dans le cadre de son obligation générale d'information et de conseil, devra être en mesure, sur sollicitation de l'EPML, de faire des propositions et présenter des solutions quant aux aménagements de toute nature (moyens humains, évolution du matériel, produits, évolution des process et procédures) afin d'optimiser la qualité de la prestation et pour parvenir à une plus grande efficacité de la prestation globale.

10.5.4. En cas de circonstances imprévues

Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché, et/ou
- des conditions d'exécution du marché, et/ou
- de la durée du marché,

et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

10.6. Prestations similaires

Conformément, et dans le respect des dispositions prévues à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut, le cas échéant, passer avec le Titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence pour des prestations similaires.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PAIEMENT

11.1. Modalités de règlement

Le Musée du Louvre procède mensuellement au paiement des prestations réalisées durant le mois écoulé conformément aux différents bons de commande émis.

Le paiement s'effectue sur présentation de la facture accompagnée des documents justifiant du service fait, et sous réserve de la validation des prestations en cas de vérification aléatoire.

Une seule facture est établie mensuellement après admission des prestations regroupant l'ensemble des prestations réalisées durant le mois précédent.

La facture mensuelle, à en-tête de l'entreprise émettrice, correspondant aux différents bons de commande, mentionne :

- les références du marché et du bon de commande,
- les nom, adresse et n° du Siret du titulaire
- les références bancaires,
- la date du bon de commande,
- le délai d'exécution
- le descriptif des prestations exécutées,
- le montant H.T. des prestations,
- le montant H.T. des révisions de prix le cas échéant,
- le montant des pénalités, le cas échéant,
- le montant H.T. des réfections, le cas échéant,
- le montant total H.T.,
- les taux et montant de la T.V.A.,
- le montant TTC

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, le Pouvoir Adjudicateur ne rectifiera ni ne complètera aucune demande de paiement. Les demandes de paiement incomplètes ou erronées, y compris en ce qui concerne les mentions légales, seront rejetées.

11.2. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

11.3. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

11.4. Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :

- Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
- Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Toutes les demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement soit à l'acte spécial de sous-traitance.

11.5. Délais de paiement – Intérêts moratoires

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Toutefois, l'EPML se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

11.6. Paiement des sous-traitants et co-traitants

a) En cas de co-traitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG/PI, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué selon les modalités de l'acte d'engagement. Si aucune case n'est cochée ou si les deux sont cochées, le pouvoir adjudicateur effectuera les paiements sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/PI.

b) En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11.7. Retenue de garantie

Le Titulaire est dispensé de retenue de garantie

11.8. Avance

Sans objet

ARTICLE 12 : PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/PI.

Le montant total de l'ensemble des pénalités cumulées est plafonné à hauteur de 10% du prix HT du bon de commande concerné.

L'ensemble des pénalités est libératoire, interdisant au Pouvoir Adjudicateur de réclamer toute indemnité supplémentaire au titre des pénalités qu'elles couvrent.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant bon de commande correspondant, restant dû par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000€ HT pour l'ensemble du marché.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des titres de recette pendant l'exécution du contrat afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

- Absence du guide-conférencier à l'activité ou à la session d'information : 200€ HT par absence
- Retard (supérieur à 5min) : 25€ HT par tranche de 5 minutes (au-delà de 30minutes, le retard est considéré comme absence)
- Absence de port de badge : 50€ HT par incident
- Port d'une tenue vestimentaire non adaptée : 100€ HT par incident
- Non-respect des durées des activités prévues (inférieur au temps dû) : 50€ HT par incident

- Non communication des états de prestations réalisées durant le mois : 5% du prix de la prestation pour laquelle l'état n'a pas été communiqué
- Absence aux réunions programmées : 100€ HT par réunion manquée
- Non-respect de l'engagement social du Titulaire tel que présenté dans son offre technique : 150€ HT par manquement constaté
- Non-respect du délai de restitution de tous supports ou créations ayant servi à réaliser les Prestations (clause de propriété intellectuelle) : 50 euros par jour de retard

12.1. Non-respect des principes de la République par le Titulaire en charge de l'exécution du service public

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce, à l'issue d'une procédure contradictoire :

- Une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 euros à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions publiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 euros à l'encontre du Titulaire en cas de manquement aux obligations contractuelles (défaut de mise en œuvre des actions préventives, absence de mise en œuvre d'une procédure de signalement des manquements, etc.). Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- Une pénalité forfaitaire de 400 euros à l'encontre du Titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution d'un contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du Titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat.

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

➔ Attention discrimination

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre à cet égard un processus d'élaboration d'un nouvel article dans le règlement intérieur de l'entreprise, prenant en compte ces règles conformément à la délibération 2009-117 de la HALDE du 6 avril 2009 « liberté religieuse et règlement intérieur dans l'entreprise privée ».

12.2. Lutte contre le travail dissimulé

12.1.1 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du Code du travail ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le Titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- ✓ Les pièces prévues aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou le formulaire NOTI 2 disponible à l'adresse suivante : <http://minefe.gouv.fr> ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du Code du travail, à défaut de la fourniture de ces documents, le Titulaire encourt une pénalité de 10€ par jour de retard dans la limite des amendes prévues par les articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail et de 10% du montant HT du marché.

12.1.2 Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1, D.8254-2 et D.8254-4 du Code du travail, le candidat ayant recours à l'emploi de travailleurs étrangers remet au Pouvoir Adjudicateur tous les 6 mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1) Sa date d'embauche
- 2) Sa nationalité
- 3) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le Musée du Louvre à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 13 : RECEPTION ET VERIFICATION

13.1. Contrôle qualité

Les contrôles qualité effectués par l'EPML-DMDP se font de manière aléatoire sans que le titulaire soit avisé de la date et de l'heure fixées.

Dans ce cadre, il sera notamment tenu compte des critères de qualité suivants :

- Respect de la trame de l'activité transmis par le musée ;
- Clarté, précision et pertinence du discours tenu ;
- Qualité scientifique du discours ;
- Adaptation du discours et des techniques d'interactions aux types de publics ;
- Capacité à capter durablement l'attention du public ;
- Ponctualité et respect de la durée de réalisation prévue pour l'activité, telle que mentionnée dans la trame correspondante ;
- Qualité de l'accueil ;
- Qualité de la prise en charge du groupe ;
- Présentation et tenue vestimentaire ; rappel des consignes de comportement et de sécurité.

Si les prestations contrôlées ne donnent pas satisfaction au regard notamment des critères visés ci-dessus, ces évaluations font l'objet d'un compte rendu écrit transmis par voie électronique au titulaire du présent marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve alors la possibilité de demander au titulaire le retrait du médiateur, de manière temporaire ou définitive, pour tout ou partie des activités programmées.

Chaque année, l'EPML-DMDP organise une réunion commune d'évaluation de la prestation assurée, de manière à informer le titulaire et ses médiateurs des retours de différents publics et à permettre des échanges constructifs autour de l'offre et de sa mise en œuvre.

L'EPML-DMDP se réserve la possibilité d'organiser le retour d'expérience, l'évaluation de la participation des publics concernés par l'offre, ainsi que la satisfaction du public lui-même en fin d'activité par le biais de questionnaires remplis par les publics finaux par exemple.

13.2. Procédures d'autocontrôle

En sus du contrôle qualité effectué par le musée du Louvre, le titulaire du marché doit mettre en place et assurer par ses propres moyens, un contrôle qualité des prestations fournies.

13.3. Vérification des prestations

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le Titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Avant paiement, le Pouvoir Adjudicateur procède à la vérification des prestations réalisées durant le trimestre écoulé notamment au regard des états de prestations transmis dans le cadre de l'article 7. X du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG/PI, le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours ouvrés pour notifier sa décision de réception avec réfaction ou de rejet par courrier recommandé avec accusé de réception à compter de la date des opérations de vérification concernées. Au-delà de ce délai, les prestations sont considérées comme acceptées en l'état.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations, sans être totalement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être acceptées en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-PI. Tel est notamment le cas lorsque des visites programmées n'ont pas été effectuées pour cause d'absence d'un guide-conférencier.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché, et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de réception avec réfaction ou de rejet fait état des manquements constatés et des mesures correctives que le Titulaire devra prendre en compte pour les futures visites.

ARTICLE 14: FIN DU CONTRAT

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/PI, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément à l'article 47 du CCAG/PI, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 15: DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 55 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de contentieux liés à la passation de l'accord-cadre ou à ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre, le Tribunal administratif compétent sera celui dans le ressort duquel le Pouvoir Adjudicateur concerné a son siège. Soit :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles ci-après du CCAP sont apportées au CCAG/PI :

L'article 4 « Pièces contractuelles » déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI

L'article 4.2 « Dispositions générales » déroge à l'article 4.2.1 du CCAG/PI

L'article 5.1 « Durée globale du contrat » déroge à l'article 13.1.1 du CCAG/PI

L'article 6.2.2 « Représentants du Titulaire » déroge à l'article 3.4.2 du CCAG/PI

L'article 9.1 « Droits cédés et exclusivité » déroge à l'article 35.2.1 du CCAG/PI

L'article 10.2 « Contenu des prix » déroge à l'article 10.1.3 du CCAG/PI

L'article 10.3.1 « Révision des prix » déroge aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG/PI

L'article 10.3.3 « Formule de révision des prix » déroge à l'article 10.2.3 du CCAG/PI

L'article 11.1 « Modalités de règlement » déroge à l'article 11.6 du CCAG/PI

L'article 11.6 « Paiement des sous-traitants et co-traitants » déroge à l'article 12.1.2 du CCAG/PI

L'article 12 « Pénalités » déroge aux articles 14 et 14.1 du CCAG/PI

L'article 13.3 « Vérification des prestations » déroge à l'article 34 du CCAG/PI